

ENCORE UNE COP POUR RIEN



FACE À L'ÉCOCIDE

ÉCOSOCIALISME!

À LA UNE

Bloquons et censurons ce PLFSS de casse sociale!

Page 2

INTERNATIONAL

Palestine. Le colonialisme porte en lui l'écocide

Page 4

ARGUMENTS

L'impossible avion vert

Page 5

CHAMP LIBRE

Notre camarade et ami Henri Benoits nous a quittéEs

Page 8

Édito

«Accepter de perdre ses enfants»?

Par **LES JEUNESSES ANTICAPITALISTES DU NPA**

Le 18 novembre, le chef d'état-major Fabien Mandon affirmait devant des milliers d'élus locaux que la France devait «accepter de perdre ses enfants». Ce discours a précédé d'une semaine l'annonce par Emmanuel Macron du rétablissement d'un service militaire dès 2026 et de la transformation de la «journée Défense et citoyenneté» en «journée de mobilisation». Ces annonces s'inscrivent dans une offensive plus large, celle d'un pouvoir qui souhaite réaffirmer la position guerrière et impérialiste de la France en sacrifiant les services publics et la jeunesse sur l'autel de ses guerres.

Partout dans le monde, la jeunesse fait face à la guerre. En Ukraine, la Russie mène une agression de plus en plus violente, laissant les populations sous les bombardements. À Gaza et en Cisjordanie, le génocide et la colonisation continuent.

Les capitalistes cherchent à mettre au pas une jeunesse révoltée, en lui apprenant loyauté, discipline et soumission, tout en se basant sur le sexe, le racisme, le validisme et les LGBTQI-phobies. Le Service national universel et la Journée Défense et citoyenneté ne sont que des instruments au service de l'impérialisme et du capital afin de nous préparer à accepter les logiques de guerre, la politique de colonisation de la France et les nombreuses coupes budgétaires au profit de la défense. Ils reproduisent des logiques oppressives et conservatrices qui touchent particulièrement les jeunesse racisées et précarisées.

Le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche chute, avec des conséquences désastreuses pour les universités, pour leurs chercheurEs et pour les étudiantEs. Quant au budget réservé à la défense et aux armées, il explose dans la continuité des lois de programmation militaire, au détriment de nos conditions de vie. Dans la rue et sur nos campus, il faut (encore et toujours) rappeler que nos vies valent mieux que leurs profits!

Bien dit

Les rats quittent le navire

SOPHIE BINET a été mise en examen pour injure publique après avoir dénoncé en ces termes les patrons qui délocalisent. Si l'appel au patriotisme patronal n'est pas notre tasse de thé, que la secrétaire générale de la CGT puisse être mise en examen pour une métaphore aussi banale est aussi absurde que scandaleux.

SANTÉ-RETRAITE

Bloquons et censurons ce PLFSS de casse sociale!

Une seule certitude, le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale, le PLFSS, sera un budget de guerre contre nos retraites, le droit à la santé et les personnels du soin.

Et cela quelle que soit la manière dont Lecornu le fera passer : vote par les deux chambres, avec ou sans le soutien du PS, retour du 49.3, ordonnances ou loi de finances spéciale si les deux chambres ne votent pas le texte avant le 12 décembre. Il faut le bloquer et le censurer !

Une purge sur les budgets sociaux

Alors que le budget de la défense va doubler en dix ans, passant de 32 milliards en 2017 à 64 milliards en 2027, le PLFSS propose une purge sans précédent de 7,1 milliards sur les budgets sociaux. Diminuer le coût du travail, creuser le déficit de la Sécu, autant de prétextes pour baisser les dépenses de santé et attaquer nos retraites. Toujours faire payer plus les malades, les salariéEs, les retraitéEs, c'est l'objectif du doublement des franchises médicales ou des attaques contre les arrêts maladie... Voilà l'horizon du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, seule la partie recettes du PLFSS a été adoptée dans les délais, le projet a donc été transmis au Sénat. Comme on pouvait s'y attendre, le Sénat dominé par la droite a supprimé le décalage de 3 mois de la réforme des retraites, qui avait servi de prétexte au PS pour ne pas censurer Lecornu et son budget de super austérité. Il a aussi rétabli la taxe de 1 milliard d'euros sur les complémentaires santé pour 2026, synonyme de nouvelles hausses des tarifs des complémentaires, et ramené le déficit prévu pour la Sécu dans



MOBILISATION

les clous du projet Lecornu, avec le retour de près de 7 milliards d'euros d'économies sur le dos du budget Sécu.

Notre santé au bord de l'abîme

Le budget de la santé est déjà exsangue, à l'image de ce qui se passe aux urgences. Ce budget risque de le tuer. À Caen, faute d'encadrement médical suffisant, il n'y aura plus d'internes aux urgences, rendant l'accueil des patientEs encore plus dif-

ficile. Au CHU de Toulouse, faute d'effectifs, les urgences n'accueillent plus que les cas les plus graves. Mais comment savoir ? La conséquence, on la voit aux urgences de Rouen, où une vieille dame de 99 ans passe plus de 64 heures sur un brancard, alors qu'on sait qu'une seule nuit passée sur un brancard augmente de 40% la mortalité des personnes âgées. À Riom, en cardiologie, le chef de service démissionne. Il était le seul médecin restant pour faire tourner le service !

Danse du PS avec Lecornu

Pour essayer de sauver son budget d'austérité, Lecornu peut aussi revenir sur sa promesse de ne pas utiliser le 49.3, au grand soulagement du PS qui n'aurait pas à voter directement le budget, ou négocier sur le doublement des franchises médicales, qu'il pourra toujours ressortir par ordonnances une fois

le vote acquis du PS ! Marchés de dupes que les députéEs LFI ont bien raison de dénoncer. Le problème, c'est que la dénonciation du PS et les nombreux communiqués de « victoire » de la LFI pour chaque vote « gagné » au Parlement ne font pas une politique gagnante sur les revendications. Car le Sénat se fait fort immédiatement d'annuler toutes ces « victoires » ! Et ces déchirements de la gauche désorientent et démotivent. Seule la mobilisation unitaire peut entraîner un rapport de forces qui n'existe pas au Parlement.

Reconstruire une mobilisation unitaire

C'est d'abord la colère sociale et l'exigence du partage des richesses, illustrées par le surgissement de Bloquons tout et le débat autour de la taxe Zucman, qui avaient accueilli l'annonce de ces budgets de misère. Mais l'absence de perspective, la rupture du front syndical, les incertitudes parlementaires et l'offre de service du Parti socialiste à Lecornu auront eu raison de cette première vague de mobilisation. Aujourd'hui, c'est l'attentisme, la division syndicale et politique qui prime, avec un 2 décembre loin d'être à la hauteur. Pour imposer un budget de sortie de la crise sanitaire ou la retraite à 60 ans, pour s'opposer à l'extrême droite qui attend son heure en surfant sur une colère sociale qu'elle détourne contre les immigréEs, pas d'autre voie que de construire les conditions d'une nouvelle vague unitaire de mobilisation, sociale et politique.

Commission Santé Sécu Social

Acturama



50 000 manifestantEs pour la marche unitaire nationale en solidarité avec la Palestine samedi

29 novembre à Paris. Des cars de toute la France, une marche déterminée malgré la pluie, un cortège du NPA-l'Anticapitaliste conséquent et dynamique. Un point d'appui pour poursuivre la mobilisation pour la justice et la libération. Palestine vivra, palestine vaincra ! PHOTOS : MARTIN NODA / HANS LUCAS

CLIMAT COP30, un échec de plus

Fiasco, douche froide, vide abyssal, les réactions sont unanimes : la COP30 n'a servi à rien.

Pire, elle a dévoilé le double discours des principaux dirigeants de la planète et des lobbys de tout ce qui compte comme climato-obstructeurs (ils connaissent depuis longtemps l'impact des nouvelles conditions climatiques mais font tout pour empêcher les actions efficaces).

Aucun engagement contrignant

Le document final ne comporte aucune référence directe à l'élimination des combustibles fossiles, ni engagement contrignant, ni calendrier clair pour répondre à l'urgence climatique. La part des fossiles dans les émissions de GES est supérieure à 80%, ce qui en fait la cause principale à traiter.

La pression extractiviste sur les territoires les plus fragiles (forêts, bassins d'eau, populations autochtones, communautés rurales, etc.) va continuer, au nom de la « transition énergétique » ou des « intérêts économiques ».

L'agrobusiness est gâté : la création d'un fonds pour les forêts tropicales masque mal les effets délétères de l'accord commercial UE-Mercosur qui facilitera l'accès au marché européen de leurs matières premières, bœuf, poulet, soja, sucre et éthanol, les plus grands facteurs de déforestation en Amazonie.

Le financement climatique, ciblé et injuste, donne la mesure du cynisme ambiant. Les pays les plus exposés aux effets du climat seront les moins aidés, accentuant les dynamiques d'injustice climatique.

La France, dont la délégation comprenait Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, donne le ton : les financements se font sur la base de prêts pas plus avantageux que ceux du marché et Paris refuse d'engager de nouvelles dépenses. « Ce n'est plus du financement climatique : c'est un business », déplore une activiste.

« Ce n'est plus du financement climatique, c'est un business »

Tousses se battent contre un même ennemi

Avant et pendant la COP30, de nombreuses initiatives ont mobilisé peuples autochtones, communautés vulnérables, jeunes activistes, partis et syndicats qui rejettent les « fausses solutions » (marchés carbone, bioéconomie imposée, etc.) au seul profit des multinationales. Ces luttes incarnent la résistance à la prédateur écologique, à l'injustice climatique et aux politiques néocoloniales qui s'accompagnent d'une militarisation à marche forcée et d'une répression forte contre celles et ceux qui défendent l'environnement.

Tousses se battent contre le modèle extractiviste qui surexploite les biens communs et s'approprie des territoires. Ce réseau ne se limite pas à l'exploitation minière ou pétrolière ; il englobe l'agro-industrie, les biocarburants et les mégaprojets

énergétiques qui consolident un modèle de dépendances.

Le renforcement des réseaux transnationaux est essentiel pour faire face au pouvoir des multinationales et avancer vers un horizon de vie digne et de justice climatique : nos territoires ne se négocient pas, ils se défendent !

Comme le disent nos camarades brésiliens, il faut mettre fin dès maintenant à la marche destructrice de la « croissance » capitaliste. Un nouveau cap est de plus en plus urgent. Le monde sera écosocialiste ou ne sera pas !

Commission nationale écologie



No comment

Il existe une génération prête à se lever pour la patrie, notre armée est le cadre naturel d'expression de ce besoin

EMMANUEL MACRON a précisé le 27 novembre depuis la base militaire de Varces les contours du nouveau service militaire volontaire, dans le cadre de cette petite musique qui marche au pas qui sature de plus en plus la communication politique pour justifier la mise au pas de la jeunesse et l'augmentation des dépenses militaires.

Agenda

Jeudi 4 décembre, Soirée publique d'information « Stop Arming Israël » France, Paris (75). À partir de 18h30, 31, rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris.

Vendredi 5 décembre, conférence-débat « Quel avenir pour la question palestinienne ? » avec Gilbert Achcar, Grenoble (38). À 20h, à la Maison du tourisme de Grenoble (Tram A et B – Maison du tourisme).

Lundi 8 décembre, meeting « Strasbourg c'est nous ! » avec Philippe Poutou, Soraya Ouldji et Cem Yoldas, Strasbourg (67). À 19h, à la Maison des Associations, 1a, place des Orphelins.

Mardi 9 décembre, rencontre avec Karyna Chmeliuk du réseau de solidarité « Hromadna crème » : « Ukraine, comment résister à l'occupation ? », Paris (75). À 19h au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

Samedi 13 et dimanche 14 décembre, réunion nationale des salariéEs du public et du privé, Montreuil (93). À partir de 9h30, à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir à Montreuil. Inscriptions : cilt@nouveauparticipant (lire page 7)

Lundi 15 décembre, Centre d'études marxistes « Intersectionnalité et lutte de classe » avec Sarah Mako, Sari Mazouz et Aurore Koechlin, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard Lenoir, métro Robespierre.

Jeudi 18 décembre, journée internationale des migrantEs « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » À Paris, manifestation à 17h, place de la République précédée d'un camp de base dès 12h et d'une assemblée à 15h.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur l'Anticapitaliste.org

NARCOTRAFIC Quelle réponse de gauche à la violence du crime organisé ?

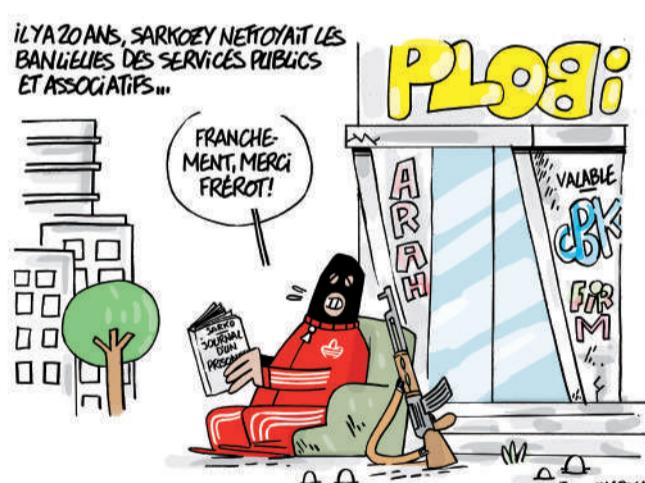
Le meurtre de Mehdi Kessaci symbolise l'impasse de la « guerre à la drogue », qui frappe les quartiers populaires sans enrayer le crime organisé. Alors que le pouvoir veut durcir encore la répression, il est urgent d'ouvrir une voie sociale, démocratique et antiraciste pour briser cette logique mortifère.

Le meurtre de Mehdi Kessaci le 13 novembre 2025 a rappelé ce que vivent tant de familles frappées par le crime organisé. Mehdi était le frère d'Amine Kessaci, militant écologiste, fondateur de l'association Conscience. Sa mort a bouleversé Marseille. Nous tenons d'abord à dire à Amine, à ses proches et à toutes les victimes directes ou indirectes du narcotrafic : vous n'êtes pas seulEs.

Impasse de la répression

Mais répondre par un discours toujours plus répressif est une impasse. Depuis des décennies, la « guerre à la drogue » n'a ni freiné les trafics ni protégé les habitantEs. Elle a surtout renforcé la répression dans les quartiers populaires, le ciblage raciste des violences policières, tout en laissant prospérer les circuits financiers du crime organisé, parfaitement intégrés au capitalisme globalisé. Ce sont toujours les mêmes territoires – racialisés et marginalisés – qui servent de laboratoire aux durcissements policiers et judiciaires.

Le gouvernement, la droite et l'extrême droite prétendent aujourd'hui « *reprendre le contrôle* » en multipliant lois d'exception, technologies intrusives,



peines automatiques ou prisons de haute sécurité. Cette stratégie a échoué partout : elle ne fait qu'aggraver la violence, nourrir les règlements de comptes et fracturer davantage les quartiers déjà sinistres. Elle vise à dissimuler les causes structurelles du narcotrafic : pauvreté organisée, chômage massif, absence de perspectives d'avenir, démantèlement des services publics et flux d'argent sale.

Quelle réponse pour la gauche révolutionnaire ?

D'autres voies existent. Elles passent d'abord par l'abrogation immédiate de la loi de 1970 qui régit la politique des drogues

en France, la fin des politiques répressives, une politique de santé publique à la hauteur des enjeux : prévention, réduction des risques, contrôle de la qualité des produits et prise en charge médico-sociale des usages problématiques de drogues. Pour sortir de la spirale mortifère actuelle, les conditions minimales sont la dépénalisation de l'usage de l'ensemble des produits psychoactifs et leur légalisation (c'est-à-dire la vente sous contrôle de l'État, à commencer par le cannabis), la lutte contre les circuits financiers criminels et le développement de services publics dignes dans les quartiers populaires.

Et pour que la légalisation soit aussi une réparation, nous pourrions nous inspirer des expérimentations en cours dans l'État de New York, où une partie des licences légales de vente de cannabis sont réservées à ceux-là mêmes qui étaient le plus condamnés pour trafic, les ex-dealeurs membres des communautés racisées noires ou hispaniques.

Nous nous joignons à l'appel à une révolte durable et collective lancé par Amine Kessaci. Défendre nos vies, nos quartiers, notre dignité exige une rupture avec les politiques de guerre intérieure. Ils ne pourront pas « tuer tout un peuple » si ce peuple se lève ensemble.

La réponse doit être sociale, démocratique et antiraciste : le crime organisé prospère toujours sur le terreau de l'injustice et des inégalités. C'est bien la lutte pour en finir avec le système capitaliste et ses ravages qui permettra de réellement rouvrir des perspectives, changer les imaginaires, sortir de la logique du chacunE pour soi et de la concurrence violente, donner confiance dans la coopération, la mise en commun et l'égalité. *Olivier Lek Lafferrière et Alex Bachman*

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Tirage : 1800 exemplaires

Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org

Directrice de publication : Penelope Duggan

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Numéro ISSN : 2269-3696

Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 1225-C-93922

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.

Tél. : 0148704221
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

MOZAMBIQUE

TotalEnergies face à ses responsabilités

Une plainte contre TotalEnergies pour complicité de crimes de guerre au Mozambique vient d'être déposée auprès du Parquet national antiterroriste (PNAT), à la suite du « massacre des conteneurs ».

Au début des années 2010, un immense gisement gazier est découvert au large de la région de Cabo Delgado, au nord du Mozambique. Plusieurs multinationales, dont TotalEnergies, obtiennent alors des concessions pour exploiter les différents blocs. Les opérations se déroulent en trois phases : l'extraction offshore du gaz et son transport par pipeline vers la terre ferme, sa liquéfaction dans le complexe industriel de la multinationale française, puis son acheminement par navires vers les pays clients.

Violence contre les populations

Le terminal de liquéfaction occupe une superficie équivalente à deux fois celle de la ville de Paris. Sa construction a entraîné l'expulsion de plus de 500 familles. Des milliers de personnes se sont ainsi retrouvées sans logement ni moyens de subsistance, avec des dédommagements dérisoires. Ces expulsions interviennent dans un contexte déjà tendu. La région est en grande partie peuplée par les communautés mwani et makua, marginalisées depuis l'indépendance par le pouvoir central. Pour elles, le projet gazier incarne un pillage de leurs ressources, sans aucune retombée positive. Dans ce climat de frustration et d'exclusion, une insurrection salafiste émerge en 2017, marquée par des premières attaques. Ces combattants affiliés à l'État islamique s'emparent brièvement de la ville portuaire de Mocímboa da Praia.

Complicité de crimes de guerre

La multinationale française est connue pour sa capacité à conclure des accords avec les régimes les plus autoritaires afin d'exploiter en toute quiétude les ressources minières des pays du Sud. En 2020, TotalEnergies signe un partenariat avec l'armée mozambicaine. L'entreprise s'engage à financer la Joint Task Force (JTF), la force opérationnelle conjointe. Une prime devait récompenser les soldats respectant les droits humains.

Quelques mois plus tard, les plaintes des populations se multiplient contre la JTF, accusée de maltraitances. Des documents internes montrent que TotalEnergies est informée de la situation, sans toutefois prendre de mesure significative, si ce n'est la suppression ponctuelle des primes à certains soldats.

En 2021, lors d'une attaque djihadiste sur la ville de Palma, située à proximité du complexe gazier, les habitantEs fuient dans la brousse. À leur retour, des dizaines d'hommes sont arrêtés par la JTF, accusés d'être des terroristes. Enfermés plusieurs jours dans des conteneurs installés à l'entrée du site de TotalEnergies, certains sont torturés, d'autres exécutés.

Des ONG ont porté plainte contre la société française pour complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées, en raison de son soutien matériel à la JTF.

Cette plainte illustre une fois de plus comment la quête de profit peut piétiner, d'un même mouvement, les droits humains et la protection de l'environnement.

Paul Martial

À lire sur le site



Violence et mort sur le sol américain et à l'étranger,
par Dan La Botz

RUSSIE-UKRAINE

Le régime poutinien ne tient que par la guerre

Poutine et ses affidés, confortés par le soutien de Trump, répètent qu'ils n'ont aucune intention de reculer : leur objectif reste la capitulation totale de l'Ukraine. Pourtant, dans le débat politique, c'est encore trop souvent sur les UkrainianNEs et leurs alliés qu'on fait porter peser la responsabilité de l'expansionnisme militaire russe.

Quelques jours après l'annonce du Plan Trump-Poutine, le chef du Kremlin rappelait que la « Russie était prête à se battre jusqu'au dernier Ukrainian » et insistait sur la cession des territoires déclarés « annexés », alors même que Moscou n'en contrôle qu'une partie. Les discussions en coulisses entre émissaires de Trump et de Poutine portent précisément sur cette exigence.

Céder les territoires ne mènerait pas à la paix

Concrètement, cela reviendrait à forcer les UkrainianNEs à abandonner des zones essentielles — près d'un quart des régions de Donetsk, Zaporijia et Kherson — où vivent encore entre 500 000 et un million de personnes, et qui comptent parmi les moteurs industriels et énergétiques du pays. Ce retrait effondrerait aussi la ligne de défense ukrainienne, ouvrant la voie à de nouvelles offensives russes. Penser que cela constitue les bases d'une paix réelle relève d'un aveuglement profond.

Les UkrainianNEs sont les premiers à vouloir la paix, mais leur refus des propositions actuelles est fondé sur leur expérience du poutinisme : iels savent



que le régime russe utilisera tous les leviers possibles pour renforcer le rapport de force et avancer vers la disparition d'une Ukraine libre et indépendante.

Toute l'économie russe est liée à la guerre

Tous les signaux internes en Russie vont dans le même sens. Le régime a restructuré toute l'économie autour de l'effort de guerre : en 2025, 43 % des dépenses publiques sont consacrées au militaire, au détriment des services sociaux. Le capital

des oligarques se concentre désormais dans l'armement et l'extraction fossile, secteurs centraux de la croissance russe. Un virage brusque provoquerait une crise économique majeure, dont Poutine mesure très bien les risques politiques. Il faudrait en outre réintégrer dans la vie civile des centaines de milliers de militaires traumatisés, qui perçoivent aujourd'hui des salaires en moyenne huit fois supérieurs au revenu national. Cet afflux d'argent a généré une vague de prêts immobiliers et une

spéculation directement liée à la poursuite de la guerre, rendant tout arrêt brutal potentiellement déstabilisateur.

S'opposer à l'expansionnisme néofasciste russe

Dans les territoires occupés, la russification forcée nourrit aussi le militarisme du régime. Entre 50 000 et 100 000 hommes ukrainiens ont été envoyés de force au front ; ceux qui refusent sont soumis à une répression pouvant aller jusqu'à l'enlèvement ou l'assassinat. Les citoyenNEs sont forcés d'accepter la nationalité russe sous peine de perdre leurs droits et leurs logements. Et environ 1,6 million d'enfants sont soumis à un endoctrinement quotidien, à travers des programmes scolaires remodelés selon l'idéologie du Kremlin et des organisations de jeunesse militarisées, formant les futurs exécutants de l'expansionnisme néofasciste russe.

Construire une paix juste, durable et décoloniale, c'est s'opposer à la mécanique guerrière russe. Ce n'est en aucun cas se placer dans la roue de l'axe Trump-Poutine.

Groupe Solidarité Ukraine du NPA

PALESTINE

Le colonialisme porte en lui l'écocide

Réduire le génocide à une seule accumulation de morts humaines est insuffisant : le colonialisme porte en lui un projet génocidaire qui comporte aussi une dimension écocidaire. L'écocide, c'est la destruction intentionnelle des écosystèmes : dévastation et contamination des terres agricoles, accaparement des ressources vivrières, extractivisme, contamination de l'eau.

L'accaparement des ressources vitales

Après 1967, Israël s'est approprié les principales sources d'eau douce, interdisant aux PalestinianNEs la construction de puits sans autorisation. Les accords d'Oslo II ont validé cette mainmise : 80 % de l'eau de Cisjordanie est contrôlée par Israël, via Mekorot, qui la revend quatre fois plus cher aux PalestinianNEs. On parle ainsi d'apartheid de l'eau. L'Union européenne continue pourtant de financer cette compagnie.

À Gaza, la situation est catastrophique : avant 2023, les ressources renouvelables ne couvraient que la moitié des besoins des 2 millions d'habitantEs ; cette surexploitation des réserves en eau potable a entraîné leur invasion par les eaux salées de la mer. L'eau de Gaza est donc très polluée. Depuis la guerre coloniale de 2008-2009, Israël a systématiquement visé les stations d'assainissement de l'eau. Aujourd'hui, il n'y a plus d'eau potable à Gaza.

L'assèchement de la mer Morte est également le résultat de décennies de captation du Jourdain et du lac de Tibériade par l'État colonial, combinée à l'extraction intensive de sels. Au nord, des zones entières sont asséchées ; au sud, les eaux montent. Israël manifeste aussi son intérêt pour les gisements gaziers au large de Gaza, dans

une logique impériale analysée par Andreas Malm. Malm rejette l'idée selon laquelle le soutien des États-Unis et de l'Europe à Israël serait uniquement dû à l'influence d'un puissant lobby. Il y voit plutôt la volonté des puissances occidentales de maintenir un « ordre fossile » régional, où Israël joue un rôle stratégique de poste avancé de l'impérialisme occidental, soucieux de stabiliser un système sécuritaire et pétrolier.

L'écologie politique doit être décoloniale

La violence coloniale inclut toujours une violence écologique, aux effets durables. Une écologie politique ne peut exister sous colonialisme, car celui-ci repose sur la prédominance et le contrôle des écosystèmes au détriment des êtres humains et non humains.

L'écologie politique doit être décoloniale. Depuis nos centres impérialistes, nous devons soutenir les luttes anticoloniales des peuples en quête d'autodétermination — en Palestine, en Kanaky comme ailleurs. Aucune justice environnementale n'est possible sans libération de la Palestine, de la mer au Jourdain.

An Gwesped et Monira Moon



L'IMPOSSIBLE AVION VERT

L'aviation nuit gravement au climat et veut continuer

Sous couvert de transition verte, l'aviation tente d'imposer des pseudo-solutions qui ne réduisent ni ses émissions ni les inégalités massives qu'elle entretient.

Le secteur de l'aviation (industrie aéronautique et transport aérien) a réussi à imposer l'idée qu'il ne représenterait « que 2% » des émissions mondiales de CO₂. 2% ce n'est pas rien : ce chiffre classe les émissions du transport aérien entre celles du Japon et de l'Allemagne. Le calcul mondial dissimule de très grandes inégalités entre les pays et les classes sociales : l'aviation civile est utilisée par les 10% les plus aisés de la population mondiale, les moins impactés par le changement climatique. Sans parler des jets privés !

Un secteur climatique

Mais l'impact sur le climat ne se limite pas aux émissions de CO₂ pendant le vol, s'y ajoutent les émissions pour la production et la distribution du kérósène et aussi les

émissions de GES autres que le CO₂ (vapeur d'eau, NOx). Selon le réseau Stay Grounded (Rester sur Terre), en France, l'aviation contribue pour 6,8% aux émissions de CO₂ et pour 15% aux émissions totales de gaz à effet de serre. Ce secteur des transports est celui qui a le plus fort taux de croissance. Et il compte bien continuer. Airbus mise sur le doublement du trafic aérien mondial entre 2020 et 2042. Selon le Groupe d'Action du Transport Aérien (ATAG), qui regroupe les industriels du secteur, il pourrait tripler d'ici 2050.

En France, l'aviation contribue pour 6,8% aux émissions de CO₂ et pour 15% aux émissions totales de gaz à effet de serre

C'est dans ce cadre de cette course à la croissance qu'entrent en jeu les « car-



burants alternatifs ». En raison des contraintes de poids, de volume et de sécurité, spécifiques au transport aérien, les solutions envisagées sont des carburants incorporables au kérósène fossile : les biocarburants appelés SAF (Sustainable Aviation Fuel : carburants d'aviation durable) et les

Reprendre le transport aérien en vert, tel est le tour de passe-passe tenté par l'industrie aéronautique et l'Union européenne avec les carburants dits alternatifs. Dossier réalisé par la commission nationale écologie



Les informations contenues dans cet article sont largement issues de l'article de Dominique Cellier «Le futur des carburants de l'aviation : Entre mirage et fuite en avant» dans la Lettre n° 11 Ecologie et société d'Attac : <https://vie-interne.attac.org/espaces-de-travail/écologie-et-société/article/lettres-de-l-espace-écologie-et-société#Lettre-no-11-septembre-octobre-2025>

Le chiffre

5 200 litres

C'est la quantité d'eau nécessaire pour la production d'1 tonne de e-kérósène

e-SAF (electro-carburants de synthèse, e-kérósène).

Bio-kérósène (SAF)

Les biocarburants sont fabriqués à partir de biomasse (bois, feuillage...). La combustion de la biomasse, quelle qu'elle soit, émet du CO₂, le fait qu'elle ait au préalable capté ce CO₂ dans l'atmosphère au cours de sa croissance ne vient pas annuler ce flux. Le bilan global dépend de l'origine de la biomasse. L'IATA (International Air Transport Association) estime que le SAF à partir de

déchets ménagers communs rejette 5,2 grammes de CO₂ par mégajoule d'énergie produite, contre 89 g/mégajoule pour le kérósène traditionnel. Mais le bio-kérósène issu de l'huile de palme produit 99,1 g/mégajoule, soit 11% de plus que le kérósène fossile, à cause de l'impact environnemental de cette culture (déforestation).

Les biocarburants ne sont qu'une solution partielle, limitée par la disponibilité de la biomasse... et plus encore de la biomasse durable.

E-kérósène (e-SAF)

Vient alors le carburant de synthèse, le e-kérósène synthétisé à partir de carbone et d'hydrogène. Sa production nécessite de disposer au même endroit de grandes quantités d'électricité, d'eau, de CO₂ et de foncier pour l'implantation des usines. Le rendement énergétique du e-kérósène est faible (entre 32 et 43%), les besoins en électricité renouvelable (ou nucléaire !) sont donc très importants. La production d'1 tonne de e-kérósène nécessite 5 200 litres d'eau, alors que la disponibilité en eau est une question critique. L'accès au CO₂ est aussi une contrainte importante et son bilan est largement dépendant des sources utilisées et de la nécessité ou non de l'acheminer.

Ni le bio-kérósène ni le e-kérósène ne feront de l'aviation une activité « durable ». Leur production sera toujours en concurrence avec d'autres usages, de l'eau, de la terre et de la biomasse... au risque de sacrifier les cultures alimentaires. Par ailleurs, la combustion du kérósène, quelle que soit sa nature (fossile, SAF, e-SAF), libère une grande quantité de CO₂ : 3,1 kg par kg de kérósène.

Le refus de remettre en cause la croissance

Pendant que Bruxelles parle réduction des émissions, le trafic aérien continue de croître et les carburants alternatifs servent surtout à justifier la fuite en avant du secteur.

La Commission européenne prétend réduire les émissions globales de 90 % d'ici à 2040 par rapport à 1990, mais anticipe une croissance annuelle moyenne du trafic aérien de 1,4% entre 2023 et 2050. En l'absence de toute mesure véritablement contraignante pour stopper la fuite en avant effrénée du secteur aérien, le règlement ReFuelEU Aviation de septembre 2023 contraint les fournisseurs de carburants à accroître la part minimale de SAF et e-SAF, de 2% en 2025 jusqu'à 70% en 2050 dont environ la moitié de e-kérósène. L'Union européenne prétend ainsi réduire les émissions du trafic aérien de plus de 60% d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990.

Les prévisions climatiques d'Airbus et Boeing

Selon T&E¹ (Transport et Environnement), les prévisions de croissance de l'industrie aéronautique se traduiront par un doublement du nombre de passagers transportés en Europe d'ici 2050 par rapport à 2019. Le secteur aérien européen consommera alors 59% de carburant en plus par rapport à 2019. Même en respectant ReFuelEU, l'aviation brûlerait encore 21,1 millions de tonnes de kérósène fossile, plus 24,2 millions

de tonnes de SAF — dont 80% risqueraient de provenir de matières premières non durables (huile de palme, résidus agricoles au détriment de la santé des sols ou changement d'affectation de cultures agricoles au détriment de l'alimentation) —, plus 24,2 millions de tonnes de e-kérósène, pour lesquels les besoins énergétiques seraient supérieurs à la demande totale d'électricité de l'Allemagne en 2023 (506 TWh).

Ils profitent de l'aubaine et de l'argent public

Quant à la France, avec 26 projets de production d'e-carburants répartis sur 17 départements, elle ambitionne de devenir « un leader européen dans la production d'e-fuels à mesure que les échéances réglementaires européennes relatives à la décarbonation des transports maritimes et aériens se rapprochent ». Les promoteurs du projet visent « un potentiel de production d'au moins 906 millions de tonnes équivalent pétrole » qui placerait la France en position d'exportatrice à horizon 2030. Sans surprise, l'énergie nécessaire, labellisée « bas-carbone », est très majoritairement nucléaire. En avril 2025, le ministre des Transports a annoncé le financement à hauteur de 100 millions d'euros des quatre lauréats de l'appel à projets Carb Aéro : France KerEAUzen (Le Havre), Take Kair (Saint-Nazaire), DéZIR (Petit-Couronne près de Rouen) et BioTjet (Bassin de Lacq). Bio ou électro, les carburants alternatifs sont un parfait exemple du « technosolutionnisme ». Cette arnaque des capitalistes, qui prétend que les nouvelles technologies, parées de vertus



écologiques et dont les effets destructeurs sont occultés, seraient la solution aux problèmes qu'ils créent eux-mêmes. Loin d'être une transition vers une « aviation durable », il s'agit d'une nouvelle fuite en avant pour préserver quoi qu'il en coûte la croissance et les profits d'une industrie particulièrement écocide. À l'inverse, il y a urgence à stopper les infrastructures aéroportuaires, à donner la priorité au rail, à interdire les jets privés et les vols quand une alternative ferroviaire est possible, à stopper les cadeaux fiscaux et financements publics au transport aérien.

¹ <https://www.transportenvironment.org/fr-fr/articles/la-croissance-du-transport-aérien-aneantira-les-objectifs-climatiques-du-secteur>

PATRIMOINE

La culture scientifique vue par les macronistes: tout doit disparaître!

Pendant que les médias et les politiques déplorent le vol qui a eu lieu au Louvre en octobre, d'autres trésors historiques et scientifiques risquent de disparaître pour le grand public, mais avec l'aide directe du gouvernement ce coup-ci.

En effet, le ministère de la Culture a validé le certificat d'exportation d'une pascaline par la maison de ventes aux enchères Christie's. Cette autorisation empêche concrètement les musées français d'exercer un droit de préemption sur cette pascaline qui était dans une collection privée depuis 1942.

Privatisation du patrimoine commun

Une pascaline est une machine à calculer inventée par Blaise Pascal en 1642 dont il ne reste plus que 8 exemplaires dans le monde ! La pascaline mise en vente actuellement est d'ailleurs la seule qui appartiendrait à une collection privée et non plus au patrimoine public. Pour l'instant, la vente qui devait avoir lieu le 19 novembre est annulée car le tribunal administratif doute de la légalité de la procédure. Cela montre à quel point la bourgeoisie se croit tout permis ! En attendant que Christie's refasse une demande, de nombreuses voix demandent que l'objet soit classé « trésor national ». Cette histoire n'a rien d'anecdote. Elle montre à quel point la préservation et la diffusion du patrimoine n'intéressent pas les macronistes : on a le droit de s'accaparer des biens historiques uniquement si l'on est riche. Toutes les critiques de cette privatisation des intérêts communs patrimoniaux sont balayées d'un revers de la main. C'est d'ailleurs ce qui a eu lieu pour la tapisserie de Bayeux cet été, quand Macron a décidé de la prêter au Royaume-Uni contre l'avis de tous les conservateurEs et restaurateurEs d'art, au risque d'une dégradation irréversible de la tapisserie, d'une valeur patrimoniale pourtant inestimable.

Autre symbole de la culture scientifique mis à mal par le gouvernement : le Palais de la Découverte, directement menacé par le Grand Palais et l'industrie du luxe. Cette institution dédiée à la médiation scientifique pour le grand public, fondée sous le Front populaire en 1938, est aujourd'hui menacée de perdre ses espaces de médiation ou, pire, d'être tout simplement expulsée de son lieu historique.

Pour une culture scientifique accessible à toutes

Mais ces attaques contre la culture scientifique sont en réalité la continuité de celles que subissent les universitaires depuis des années. Le gouvernement macroniste et l'extrême droite veulent pouvoir définir ce que sont la vérité et les faits, et surtout que personne ne puisse les contredire ! C'est pour cela qu'ils laissent faire le saccage de la culture scientifique ou y participent.

Face à cela, nous devons défendre une culture scientifique accessible à toutes et qui ne dépende pas de mécènes privés. Les personnels du Louvre avaient alerté en juin ; ceux du Palais de la Découverte continuent en ce moment de lutter pour une vision ambitieuse de la culture scientifique. Du côté de la gauche, nous devons être au rendez-vous des combats de ceux qui veulent comprendre le monde pour pouvoir le changer.

Valentin Mangione et Manon Boltanski

À lire sur le site



Black Friday: les salariéEs de la FNAC refusent de solder leurs droits, par Diego Moustaki



Temps de l'enfant, temps du travail: ce que la réforme ne veut pas voir, par Radu Varl

INDUSTRIE

Nationalisation d'ArcelorMittal: la victoire passe par la lutte

Le 27 novembre, l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi LFI visant à nationaliser ArcelorMittal France, avec 75,6 % des 210 députéEs présentEs sur 575.

Le résultat d'une mobilisation politique et syndicale

Déposée dans le cadre de la niche parlementaire LFI, cette initiative est saluée par les députéEs insoumis comme une « victoire historique ». La droite, Renaissance et le patronat ont voté contre ; le RN s'est abstenu après avoir tenté d'empêcher le vote avec près de 300 amendements.

Ce qui a rendu ce vote possible, c'est aussi la mobilisation des salariéEs et des syndicats, en particulier la CGT Métallurgie, les syndicats d'Arcelor et les UD concernées. Pour la CGT, ce vote est « une victoire pour les salariéEs en lutte depuis près de deux ans » et un signal politique majeur.

En effet, depuis vingt ans, Mittal ferme, licencie, assèche l'investissement, encaisse des milliards de subventions publiques et redistribue toujours plus de dividendes. Les sites de Dunkerque, Fos, Florange ou Hayange ont été sacrifiés au gré des arbitrages financiers, tandis que les promesses de décarbonation servent à justifier de nouvelles aides sans contrôle.

La nationalisation d'ArcelorMittal votée le 27 novembre à l'Assemblée crée un précédent politique. Elle ne deviendra une réalité utile aux salariéEs que si la mobilisation impose une rupture avec des décennies de cadeaux au patronat.



Un point d'appui pour amplifier la mobilisation

Ce vote, cependant, ne garantit rien. Le Sénat — dominé par la droite — rejettéra très probablement la proposition, et le gouvernement utilisera tous les outils antidémocratiques de la 5^e République pour l'empêcher. Il continue de renvoyer la responsabilité à Bruxelles et d'invoquer le « tsunami d'acier asiatique » pour refuser toute intervention directe. En réalité, Paris a toujours subventionné Mittal et n'a rien fait pour empêcher les fermetures.

Même en cas d'adoption, une nationalisation capitaliste avec rachat à prix d'or ne résoudrait pas les causes du désastre :

logique de profit et absence de contrôle démocratique. Le vote du 27 novembre ne doit donc pas être un aboutissement, mais un point d'appui pour une mobilisation large. Les salariéEs qui se sont rassembléEs devant l'Assemblée, les syndicats qui exigent la fin du chantage patronal, les collectifs qui défendent la décarbonation réelle de la sidérurgie ont raison : l'avenir ne se jouera pas dans l'hémicycle mais dans le rapport de forces social.

Nationaliser ArcelorMittal, oui, comme passage obligé pour répondre aux besoins sociaux et écologiques, protéger les emplois, garantir les compétences, développer une production d'acier décarbonée réellement compatible avec la sobriété matérielle. Et surtout, sans chèque-cadeau à Mittal, et sous contrôle des salariéEs.

Mais seule la mobilisation unitaire, dans la rue, dans les usines, pourra imposer une rupture avec des décennies de destruction industrielle orchestrée par Mittal avec la complicité des gouvernements successifs. Aucun vote ne remplacera la force collective des travailleurs et travailleuses.

Olivier Lek Lafferrière

RÉPRESSION

Soutien à notre camarade Pierre C.

Face à la plainte de SOS Éducation contre notre camarade Pierre C., syndicaliste connu pour son engagement antifasciste, notre solidarité doit être totale.

Le 1^{er} février 2024 à Pacé (près de Rennes), l'association SOS Éducation, groupement notoirement connu pour sa proximité avec l'extrême droite et qui s'est illustré par sa virulence, notamment lors de sa campagne contre le Goncourt lycéen et contre la prétendue « dérive porno » de l'Éducation nationale, organisait une réunion publique contre l'éducation à la vie affective et sexuelle (EVARS). Le Planning familial et l'intersyndicale éducation CGT-FSU-SUD intervenaient pour dénoncer des discours violemment réactionnaires qui mettent en danger les enseignantEs. Face aux chants, aux slogans et aux arguments des manifestantEs, la porte-parole de SOS Éducation renonçait finalement à sa conférence. Précisons qu'aucune violence n'avait été commise ou constatée par la gendarmerie présente sur place.

Pour autant, cette association décida de porter plainte pour diffamation contre notre camarade Pierre C., qui, en sa qualité de responsable de la CGT Educ'action 35, l'avait accusée de « mettre une cible dans le dos des profs ». Pour ces propos, Pierre est convoqué devant le tribunal correctionnel. Rappelons que SOS Éducation, pour sa part, n'a de cesse de chauffer à blanc l'opinion publique à coup de fake news, relayées complaisamment par des médias et élus d'extrême droite et qui se traduisent par des pressions, des menaces (y compris de mort) anonymes ou non sur des écoles, des équipes pédagogiques, des enseignantEs,

L'EXTRÊME DROITE MOBILISÉE CONTRE L'ÉDUCATION



ainsi que des remises en cause de projets pédagogiques et spectacles.

Avec Pierre, nous affirmons que l'extrême droite en général, et SOS Éducation en particulier, représentent un danger pour l'École, ses personnels et ses élèves. Nous dénonçons la procédure-bâillon intentée par SOS Éducation, qui ne vise qu'à intimider et à faire taire. Nous apportons un soutien total à notre camarade Pierre, élu représentant des personnels, connu et reconnu pour son professionnalisme comme directeur d'école et pour son engagement militant, notamment dans la lutte contre l'extrême droite.

Fidèles à nos positions de lutte antifasciste, nous soutiendrons Pierre C. dans le procès audiencé au tribunal judiciaire de Rennes le 11 décembre 2025. Nous exigeons qu'il soit relaxé des accusations de diffamation et appelons à le soutenir :

• En signant la pétition de soutien : <https://www.onparticipe.fr/p/buJlhZ5s> (pétition qui a réuni à ce jour près de 2200 signatures).

• En participant au financement de la défense par des dons. Les chèques sont à adresser à la CGT Educ'action 35 (31, boulevard du Portugal, 35200 Rennes) en précisant « soutien financier à la défense de Pierre C. ».

• En venant nombreux au rassemblement de soutien qui aura lieu le 11 décembre de 12h à 13h45 sur le parvis de la Cité judiciaire de Rennes (7, rue Pierre-Abélard à Rennes).

Correspondant Comité NPA-A pays malouin

À lire sur le site



À Saint-Malo, la police grenade et blesse pour protéger l'extrême droite

Culture

SPECTACLE

L'hiver sera chaud!

«Chanson, théâtre et chœur battant», un spectacle véritablement écosocialiste à Paris et Ivry (94) jusqu'au 22 décembre.

L'hiver sera chaud! est un spectacle en grande partie chanté, mêlant séquences humoristiques et engagement militant contre un capitalisme productiviste, principale cause du réchauffement climatique. Plus qu'une représentation théâtrale « traditionnelle », c'est un état d'esprit joyeusement militant qui rappelle les spectacles de la compagnie Jolie Môme dont certaines sont issues.

100% collectif

Sur la forme, l'originalité tient au fait que la vingtaine d'actrices ou acteurs, de compositrices ou compositeurs — qui forment le collectif Ensemble tout contre — se succèdent au fil des différentes représentations en fonction des jours et des lieux, chacune des représentations réunissant 7 personnes multicités et toutes talentueuses. Les scènettes se succèdent pendant 1h20, entre théâtre, cabaret, prises de parole, voire comédie musicale... Dès le début, le ton est donné. On interroge les spectatrices et spectateurs pour savoir si l'on pense qu'un spectacle engagé sur le climat, c'est pour se donner bonne conscience ou pour réellement mener la lutte ? Et le reste sera à l'aventure, redonnant plusieurs fois la parole au public, se déployant aussi parmi lui. Un grand tout qui emporte pour rendre convaincant le propos, plaidoyer pour une mise en accusation du système face aux désastres écologiques.

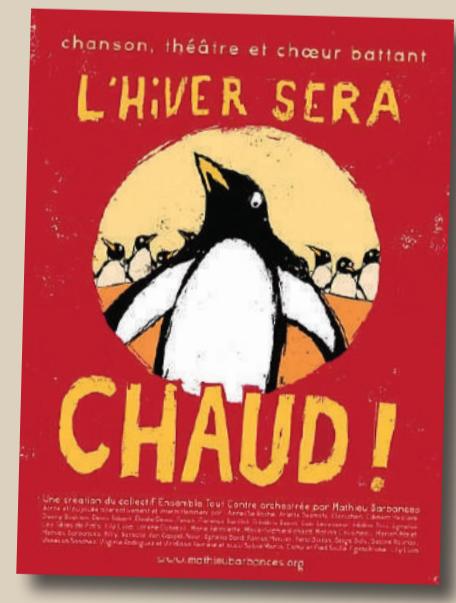
«Tout va s'effondrer» ?

Le déroulé est impeccable... et implacable. Sous ses aspects anodins et légers, l'argumentation est sans appel. Mettant en scène et en musique explications scientifiques, chiffres et décisions politiques, la troupe cite tant le rapport du GIEC que Monique Pinçon-Charlot, Pablo Servigne ou Greta Thunberg (entre autres). Et derrière le procès du capitalisme et des ultra-riches qui consomment véritablement la planète, apparaît la nécessaire solidarité à construire entre les 90% qui composent les larges masses populaires à l'échelle mondiale.

Pour résister à l'effondrement annoncé, il est certes encore temps, mais comme le dit la chanson qui conclut le spectacle, « y a du boulot... ». Pour retrousser les manches et agir comme on le peut là où l'on est, et surtout collectivement, L'hiver sera chaud! est un salutaire appel à la mobilisation.

Manu Bichindaritz

Réservez ici: <https://www.mathieubarbances.org/reservation-hsc>



la-breche.com

À lire sur le site



À Nancy, uniEs contre l'islamophobie

Vie du NPA l'Anticapitaliste

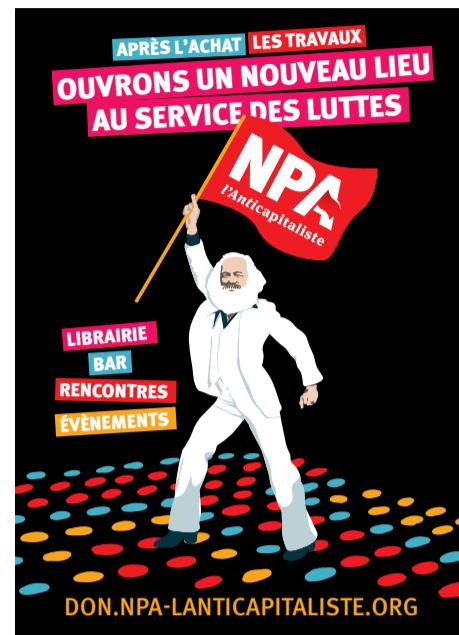
Leurs comptes et les nôtres

SOUSCRIPTION 2025

L'actualité politico-financière est riche, surtout grâce à un homme. Son pourvoi en cassation ayant été rejeté mercredi 26 novembre, Nicolas Sarkozy a été définitivement condamné dans l'affaire Bygmalion. La peine prononcée en appel en février 2024 est donc confirmée : un an de prison dont six mois ferme, certainement sous bracelet. Après l'affaire dite « Bismuth », c'est la seconde affaire pour laquelle l'ancien président de la République a épuisé tous les recours de droit possibles. Il est donc officiellement un multi-condamné.

L'affaire Bygmalion, c'est le deuxième plus grand scandale de financement électoral de la 5^e République (au minimum). En 2012, Sarkozy met en place un système lui permettant de pulvériser de 20 à 30 millions d'euros le plafond des dépenses électorales. La première place de ce funeste classement est détenue... par le même Nicolas Sarkozy dans le cadre du financement de sa campagne 2007 par le régime de Kadhafi.

Le total de ce « bygmalionage » s'élève à environ 20 millions d'euros. Cela veut dire que le montant total des dépenses de campagne de Sarkozy en 2012 s'élève au moins à



40 millions d'euros, soit environ le double du plafond autorisé. « Au moins », disons-nous, car 10 millions d'euros supplémentaires auraient été dépensés secrètement par l'UMP pour d'autres aspects que les meetings. On se rappelle qu'un « Sarko-thon » avait alors été organisé par l'UMP pour épouser la perte des 11 millions d'euros du remboursement de l'État après le rejet du compte de campagne. La somme avait été récoltée en moins d'un mois. Voilà ce que donne la souscription de ce qui était encore à l'époque le grand parti organique de la bourgeoisie française.

La souscription 2025 du NPA joue dans une autre cour. Nous ne pouvons pas compter sur la bourgeoisie pour se mobiliser et nous donner des millions d'euros. Notre souscription n'en reste pas moins ambitieuse, avec un objectif de 500 000 € qui ne pourra se réaliser que par la quantité des dons même modestes.

*Aidez-nous à créer un nouveau lieu militant utile aux luttes !
Retrouvez la présentation du projet sur*

<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

RNPP Un week-end pour discuter du travail et de nos mobilisations !

Le NPA organise le week-end du 13-14 décembre une réunion nationale des salariés du public et du privé (RNPP). Cette réunion est ouverte aux militantEs et aux sympathisantEs du NPA-A.

L'objectif est de discuter de nos conditions de travail avec des ateliers par branche ou sur la santé et la sécurité au travail, et aussi de discuter d'enjeux plus globaux comme celui de la Sécurité sociale et du salaire socialisé. Un atelier sera proposé pour discuter embauches et implantation, à destination notamment des jeunes militantEs (mais pas que...) qui se demandent où travailler pour pouvoir militer. Un temps important sera aussi consacré à nos luttes actuelles, aux difficultés que nous rencontrons pour mobiliser et à la manière dont nous pouvons y faire face.

Une première discussion en plénière reviendra sur la séquence de l'automne et en particulier sur la question de la grève, en lien avec l'évolution de l'organisation du travail, les nouvelles formes de blocage mises en avant par le mouvement des Gilets jaunes ou les problématiques spécifiques mises en évidence par la grève féministe. Nous espérons accueillir des camarades de Belgique pour nous parler de leur expérience récente de construction de trois jours de grève consécutifs. Un deuxième temps en plénière sera consacré à la lutte contre les suppressions d'emplois, dont on voit qu'elles s'accélèrent gravement ces derniers mois.

Nous finirons le week-end par un débat autour de la structuration de la classe : syndicalisme, Gilets jaunes, AG, unions locales, bourses du travail... et nous essaierons de partager des expériences sur le rôle de construction que peuvent y



jouer les militantEs politiques, en construisant loyalement les outils d'auto-organisation de la classe et en donnant des perspectives pour construire les luttes, les faire converger, éléver le niveau de conscience et celui d'affrontement avec le pouvoir et le patronat. Toutes les camarades qui s'intéressent aux luttes dans le monde du travail sont les bienvenuEs, qu'ils soient syndicalistes ou

non, qu'ils aient un travail ou en cherchent, quel que soit le secteur ! Ce week-end est une échéance très importante pour notre organisation au vu de notre projet politique. N'hésitez pas à en parler et à contacter la Commission intervention sur les lieux de travail (CILT) pour toute question : contact-cilt@nouveaupartianticapitaliste.org

Commission intervention sur les lieux de travail

FÉMINISME Un week-end féministe du NPA riche en élaboration et partage d'expériences

Deux ans après sa dernière édition, nous nous sommes réunies ce week-end à l'occasion d'un stage de formation féministe organisé par la CNIF, Commission nationale d'intervention féministe du NPA.

Nous étions une cinquantaine, en mixité, avec une représentation géographique variée, du Sud, de la région parisienne, de la Bretagne, du Nord, du grand Ouest...

Au programme, une formation sur la base théorique féministe du NPA, celle de la théorie de la reproduction sociale, et des ateliers, permettant d'échanger sur nos expériences ou d'affiner notre positionnement, sur les thèmes suivants : féminisme et antiracisme ; construire la grève féministe en tant que militantes syndicales ; prostitution / travail du sexe, que revendiquer aujourd'hui ? ; inceste et violences faites aux enfants.

Un débat « Quel mouvement féministe voulons-nous ? » nous a permis de nous questionner sur les enjeux du mouvement féministe actuel et de notre intervention pleine et honnête

en son sein. De la nécessité de l'unité du mouvement féministe à la construction de son auto-organisation, en passant par les menaces pesant sur les droits et les conditions d'existence des femmes et des minorisées de genre, la discussion nous a donné des billes sur le travail qu'il nous reste à accomplir.

Nous avons aussi pris un temps pour discuter du sexism dans notre parti et de nos outils pour le combattre. Ainsi, nous avons discuté de notre Cellule contre les violences sexistes et sexuelles, des commissions féministes locales, des assemblées non mixtes... Un moment politique et de sororité, permettant d'exprimer nos difficultés en tant que femmes et militantes et d'élaborer des solutions pour y répondre. Militantes féministes internationnalistes, nous avons organisé un échange où nous

avons notamment parlé de la question des femmes en Ukraine, au Congo et en Palestine, tout en développant notre implication dans la IV^e Internationale, qui permet de faire des liens avec nos camarades féministes dans de nombreux pays. Et parce que la lutte anticoloniale et pour la libération de la Palestine est aussi une lutte féministe, nous avons interrompu la formation pour nous rendre à la manifestation nationale pour la Palestine organisée à Paris le 29 novembre.

Ce week-end à la fois enthousiasmant et déterminant nous a rappelé la nécessité de nous retrouver, car comme le dit une célèbre chanson : parlons-nous, regardons-nous et surtout... révoltons-nous !

Commission nationale d'intervention féministe



LES NÔTRES

Notre camarade et ami Henri Benoits nous a quittéEs

Henri Benoits est né en 1926 à Paris et était entré, comme il s'en félicitait, dans sa centième année. Il fut un enfant des « fortifs », entre Porte de la Plaine et Vanves, cette « zone » où se construisait cinquante ans plus tard le boulevard périphérique.

A près son certificat d'études primaires obtenu à l'âge de 12 ans en 1938, et trois ans passés en cours complémentaire industriel, il est embauché en 1941 comme apprenti dessinateur chez Ferodo, un fabricant de freins et d'embrayages, à Saint-Ouen, et suit en même temps une formation jusqu'à un CAP. Il y rencontre aussi un réfugié espagnol anarchiste qui lui « prête des livres »... et quelques idées. À dix-sept ans, en 1943, il fit, au hasard des rencontres, la connaissance d'un ouvrier acquis aux idées révolutionnaires Daniel Renard, et fut admis courant 1944 à intégrer l'organisation qui venait de réunifier la plupart des différents courants trotskistes actifs en France, le Parti communiste internationaliste, le PCI. Il a participé à la « libération », d'une barricade érigée dans son quartier du 15^e arrondissement de Paris jusqu'à l'occupation de son usine Ferodo située à plusieurs kilomètres de là. Jamais isolé, toujours avec d'autres, partageant les mêmes espoirs : c'est déjà la marque d'Henri qui l'accompagnera tout au long de ses décennies d'engagement. C'est de cette année que date l'autre fil conducteur de la vie militante d'Henri, son internationalisme. La manifestation du 1^{er} Mai 1945 à Paris, la première après la fin de l'Occupation, est pour lui fondatrice avec le cortège massif, en plein Paris, de l'émigration algérienne du PPA-MTLD, drapeaux nationaux déployés. Une semaine avant les massacres de Sétif et Guelma le 8 mai 1945. Et au retour de son service militaire en Allemagne, il participe aux brigades Spartacus de soutien à la Yougoslavie organisées par le PCI suite à la rupture de Tito avec Staline.

L'internationalisme, fil conducteur de sa vie militante

Après avoir animé un travail « jeunes » dans la CGT et participé à la reconstruction syndicale dans l'usine Ferodo de Saint-Ouen puis chez Alstom, il est embauché chez Renault en 1950 comme dessinateur. Il y passera plus de trente ans de vie professionnelle et militante. Le PCI décide dans un premier temps de son adhésion à FO



MANUE MALLET

pour y favoriser l'unité syndicale, mais en 1952 il co-signe avec la CGT un appel à la grève générale sur l'usine. Exclu pour ce motif de FO, il rejoint la CGT. Et c'est au cours de ces journées tumultueuses qu'il rencontre Clara, employée chez Renault, militante CGT qui deviendra son épouse jusqu'à son décès, en décembre 2023. Dessinateur, Henri appartient au deuxième collège et poursuit une activité de délégué auprès de ses collègues de travail. Les salariés Renault des centres d'études actuels seraient étonnés de savoir que les enquêtes salaires encore aujourd'hui diffusées datent des initiatives qui furent les siennes pour agir contre l'arbitraire patronal, « à la tête du client ». Henri, toujours cohérent avec ses orientations, se lie d'amitiés politiques et personnelles avec les militantEs immigréEs, notamment algérienNEs, du syndicat.

C'est à Clara et Henri qu'est annoncée la création dans l'usine d'une instance du FLN

C'est à eux, Clara et Henri, qu'est annoncée en priorité la création dans l'usine d'une instance du FLN. C'est cette pratique militante qui a conduit la IV^e Internationale à associer Henri à l'aide politique et matérielle apportée au FLN. De ce moment date son amitié avec Mohamed Harbi, qui a préfacé l'ouvrage de Henri et Clara, *L'Algérie au cœur*. Après l'interpellation de Henri par la DST, ils se

concentrent sur la solidarité avec l'AGTA au cœur de l'organisation des prolétaires algérienNEs pour l'indépendance. Et c'est dans la continuité de cet engagement que la fédération de France du FLN choisit Henri et Clara, avec quatre autres salariéEs de Renault Billancourt, comme observateurs de la manifestation préparée pour le 17 Octobre 1961. Henri et Clara étaient placés sur le parcours de la manifestation entre Opéra et le cinéma Le Rex au métro Bonne-Nouvelle. Leur témoignage sera apporté, quelque trente ans plus tard, lors du procès que Papon, l'organisateur de la répression sanglante du 17 Octobre contre les AlgérienNEs, intenta à Jean-Luc Einaudi, l'historien qui a révélé, après une enquête inédite, l'étendue du massacre perpétré. À leur place de militantEs, Henri et Clara participent dans l'usine de Billancourt, en mai 68, à la grève générale et à l'occupation de l'usine, poussant à l'auto-organisation, dans les limites permises par la conscience à ce moment, des ouvrierEs et employéEs grévistes. Ils seront pourtant accuséEs, contre toute vraisemblance, par la direction du syndicat CGT, d'être à l'origine de la bronca qui accueille la lecture du contenu des accords de Grenelle par Georges Séguy. Dénonciation vite oubliée en raison du respect dont ils ne cesseront de bénéficier auprès de leurs camarades et collègues de travail.

Henri s'est constamment référé à la IV^e Internationale

Militant chez Renault et internationaliste convaincu, Henri s'est constamment référé à la IV^e Internationale dont l'histoire est traversée de nombreuses scissions et regroupements. Les actions d'Henri furent toujours guidées par ce qu'il croyait être le plus décisif en termes de solidarité internationale. Ce fut le cas en 1953, lorsqu'aux côtés des VietnamienNEs des cellules Renault, il choisit d'être minoritaire avec Pierre Franck dans la section française. Ce fut le cas en 1965, lorsqu'il accom-

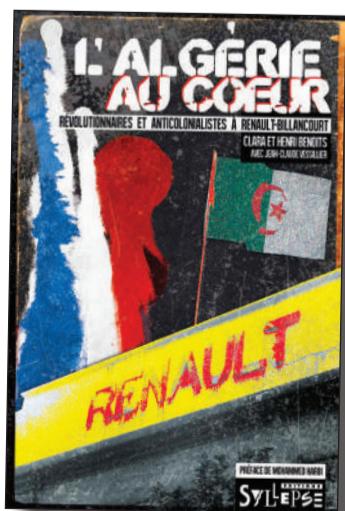
pagna Michel Pablo dans sa sortie du cadre organisé de la IV^e Internationale et milita ensuite au sein de l'Alliance marxiste-révolutionnaire, l'AMR, se revendiquant de l'autogestion. Les courants auxquels il a appartenu le firent devenir par deux fois membre du PSU, en 1960 où il y fut membre de la direction nationale au titre de la tendance socialiste-révolutionnaire et co-secrétaire de la section d'entreprise Renault, puis en 1975 avec l'AMR. Ensuite, au début des années 1990, il rejoignit à nouveau le cadre organisé de la IV^e Internationale, et en France la LCR puis le NPA.

Retraité de Renault en 1984, Henri ne renonça jamais. Militant actif de la section retraitéEs de la CGT Renault, ses activités les plus constantes et les plus obstinées furent au service des travailleurEs immigréEs. Il assura notamment, jusqu'à l'âge de 90 ans, une permanence hebdomadaire tout près de l'ancienne localisation des usines Renault à Boulogne-Billancourt pour assurer la défense des droits de la population immigrée avoisinante, à commencer par les retraitéEs de Renault et leurs familles. Ces dernières années, il était devenu, surtout depuis le décès de Clara, moins autonome. Il n'empêche qu'il lisait tous les jours les quotidiens *le Monde* et *l'Humanité* et qu'il continuait d'être abonné à la presse du NPA et de la IV^e Internationale, *l'Anticapitaliste* et *Inprecor*. Son dernier acte militant fut porté par sa fille Sophie il y a un mois : témoigner sur le 17 Octobre 1961 lors d'une réunion tenue au jour anniversaire, en hommage à Jean-Luc Einaudi. Henri exprima le vœu que, le moment venu, le drapeau de la IV^e Internationale recouvre son cercueil. Une vie militante digne d'être vécue ! Salut et fraternité !

Jean-Claude Vessillier et Robert Pelletier

*À voir sur NPALanticapitaliste

Massacre du 17 Octobre 1961, le témoignage de Clara et Henri Benoits, entretiens réalisés en 2021



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

- lanticapitaliste.org
- NPALanticapitaliste
- L_anticapitaliste
- Lanticapitalis1
- anticapitaliste.presse
- lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°170 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

L'image de la semaine

